

L'immigration peut rapporter plus qu'elle ne coûte, selon l'OCDE

https://www.lepoint.fr/economie/l-immigration-peut-rapporter-plus-qu-elle-ne-coute-selon-l-ocde-28-10-2021-2449694_28.php

Selon une étude de l'OCDE, le coût des immigrés pour l'État est quasi nul, et il peut même s'avérer positif pour le développement économique.

L'immigration est un sujet central en ce début de campagne présidentielle. Quelle que soit la sensibilité politique d'un candidat, il en parle. Certains, voulant que la [France](#) resserre la vis de ce côté-là, avancent le coût que représentent les immigrés pour l'État. Mais en faisant le ratio entre les contributions versées par les immigrés et les dépenses publiques de l'État, **l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)** estime, dans une étude consacrée jeudi 28 octobre à leur « impact budgétaire », que ce coût s'équilibre. Et peut même être positif.

« Dans tous les pays, la contribution des immigrés sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation », écrit l'OCDE dans ce rapport qui porte sur ses 25 États membres pour la période 2006-2018.

Les personnes nées à l'étranger représentent 1,02 % du PIB

En France, par exemple, la contribution budgétaire nette des personnes nées à l'étranger est de 1,02 % du PIB, donc légèrement excédentaire, contre une moyenne de 1,56 % sur l'ensemble des pays. « Ce qui focalise le débat public, notamment en France, c'est le coût que peut représenter l'immigration en termes de dépenses sociales, de santé, etc. On montre que cette question ne devrait pas nous obséder, car, quand on fait le compte, on observe que la contribution est positive jusqu'à la prise en compte des dépenses militaires et de la [dette publique](#) », analyse pour l'[AFP Jean-Christophe Dumont](#), chef de la division Migrations de l'OCDE.

En effet, lorsque le budget de la défense et le remboursement de la dette publique, qui ne concernent pas que les immigrés mais toute la population, sont pris en compte, la contribution devient négative pour la France (- 0,85 %) comme pour la moyenne des 25 pays étudiés (- 0,16). « L'impact budgétaire des immigrés est faible », résume Ana Damas de Matos, autrice de l'étude, première sur le sujet depuis 2013. « Si on compte tout ce que l'État dépense pour les migrants, de la santé à l'éclairage public, en passant par la police et les allocations, et ce qu'ils contribuent, on va toujours trouver un écart de contribution budgétaire nette entre - 1 et + 1 % du PIB », explique-t-elle.

« Un quiproquo entre la situation individuelle des immigrés et l'impact de l'ensemble de leur population »

Ces données « reflètent l'histoire migratoire de chaque pays », estime l'économiste : « Dans les pays où il y a eu beaucoup d'immigration récente et jeune, on aura une contribution plus positive, comme en [Italie](#) ou en [Espagne](#). Et vice-versa. La France, elle, est dans une situation intermédiaire », avec une population immigrée plus vieillissante.

Il y a « un quiproquo entre la situation individuelle des immigrés et l'impact de l'ensemble de leur population », estime Lionel Ragot, professeur d'économie à l'université Paris-Nanterre, qui avait lui-même étudié l'impact budgétaire de [l'immigration en France](#) entre 1979 et 2011. « Individuellement, ils sont plus au chômage, perçoivent plus d'allocations, c'est vrai. C'est le raccourci qui est souvent mis en avant pour dire qu'ils coûtent très cher à la France. Sauf que ce résultat individuel est compensé par une structure d'âge, avec des immigrés qui sont souvent dans la population active et qui, donc, cotisent beaucoup », abonde-t-il.

Dans ses travaux passés pour le Cepii (**Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales**), Lionel Ragot avait lui aussi estimé cet impact migratoire entre - 0,5 et + 0,5 % du PIB, soit « quasi nul ». Aujourd'hui, selon l'OCDE, les dépenses publiques consacrées aux immigrés sont plus faibles que pour le reste de la population dans certains domaines, tels que les pensions de vieillesse et de réversion, la maladie, l'invalidité, [l'éducation](#), la santé. Elles sont à l'inverse plus fortes concernant la famille, le chômage, l'exclusion sociale et le logement. Dans l'ensemble, les personnes nées à l'étranger contribuent à 11 % de moins que les « natifs » au budget de l'État. Une participation « plombée » par une mauvaise intégration sur le [marché du travail](#), avec 56% des immigrés en emploi en France, décrypte Jean-Christophe Dumont.

L'OCDE a donc réalisé une simulation : avec un taux d'emploi similaire au reste de la population, les immigrés pourraient générer 0,2 % du PIB supplémentaire pour les comptes publics. D'ailleurs, le rapport détaille que « les gains les plus importants en matière de contribution budgétaire (...) ont été relevés dans des pays qui ont attiré d'importants flux de migrants de travail, en particulier des migrants hautement qualifiés ». « La contribution est positive, mais ça pourrait être beaucoup plus positif », affirme Jean-Christophe Dumont. « La politique d'intégration, ce n'est pas une dépense, il faut voir ça comme un investissement. Avec un retour sur investissement. »

L'immigration rapporte plus qu'elle ne coûte à l'État, révèle une étude de l'OCDE.

<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/que-coutent-les-immigres-aux-etats-rien-ou-presque-repond-l-ocde-1635487010>

Quelle est la réelle conséquence financière de l'immigration ? Très minime, répond l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques dans une étude publiée ce jeudi. L'impact budgétaire peut même être positif, entre les contributions versées par les immigrés et les dépenses publiques.

Dans une étude publiée ce jeudi 29 octobre, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) explique que **le coût de l'immigration pour les États s'équilibre et peut même être positif**. *"Dans tous les pays, la contribution des immigrés sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation"*, écrit l'organisation internationale.

Ce rapport de l'OCDE porte sur ses 25 États-membres pour la période qui s'étend de 2006 à 2018. **En France la contribution nette des personnes nées à l'étranger est de 1,02% du PIB**, elle est donc légèrement excédentaire. Alors que *"le coût que peut représenter l'immigration focalise le débat public en France"*, regrette le chef de la division Migrations de l'OCDE, Jean-Christophe Dumont, *"on montre que cette question ne devrait pas nous obséder, car quand on fait le compte, on observe que la contribution est positive jusqu'à la prise en compte des dépenses militaires et de la dette publique"*.

Mauvais calculs

Les auteurs du rapport expliquent qu'en effet, lorsque le budget de la défense et le remboursement de la dette publique, qui ne concernent pas que les immigrés mais toute la population, sont pris en compte, **la contribution devient négative pour la France, comme pour la moyenne des 25 pays étudiés**. *"L'impact budgétaire des immigrés est faible"*, résume Ana Damas de Matos, auteure de l'étude, **battant en brèche les discours de certains politiques**.

La politique d'intégration, ce n'est pas une dépense, il faut voir ça comme un investissement. Avec un retour sur investissement – Jean-Christophe Dumont

Cette étude est la première sur le sujet depuis 2013, mais **de précédentes ont abouti aux mêmes conclusions**. Et l'OCDE va plus loin, s'appuyant sur le manque d'intégration des immigrés sur le marché du travail : **en simulant un taux d'emploi similaire au reste de la population, les immigrés pourraient générer 0,2% du PIB supplémentaires** pour les comptes publics. *"La politique d'intégration, ce n'est pas une dépense, il faut voir ça comme un investissement. Avec un retour sur investissement"*, conclut Jean-Christophe Dumont.